



CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE

Rapport annuel 2017





1/ A propos du Crédit
Communautaire d'Afrique

2/ Gouvernement
d'Entreprise

3/ Rapport du Conseil
d'Administration à
l'Assemblée Générale

4/ Extrait du Rapport
Général des Commissaires
aux Comptes

5/ Principales Résolutions
votées à l'Assemblée
Générale

6/ Bilan Social

7/ Responsabilité Sociale
et Environnementale

8/ Réseau du Crédit
Communautaire d'Afrique

9/ Zoom sur les Agences





ABREVIATIONS



AFB	Afriland First Bank
APE	Accords de Partenariat Economique
BAD	Banque Africaine de Développement
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BICEC	Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
BMCE	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BPCE	Banque Populaire et Caisse d'Epargne Française
BTA	Bons de Trésor Assimilés
CCA	Crédit Communautaire d'Afrique
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
COBAC	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit
EMF	Etablissement de Microfinance
FMI	Fonds Monétaire International
MINEFI	Ministère de l'Economie et des Finances
MINFI	Ministère des Finances
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNB	Produit Net Bancaire
PSI	Prestataires de Services d'Investissement
PWC	PriceWaterhouseCoopers
SA	Société Anonyme
SCB	Société Commerciale de Banque
SGC	Société Générale Cameroun
UE	Union Européenne
UMAC	Union Monétaire de l'Afrique Centrale
USD	United States dollar



« Etre un *acteur majeur* dans le paysage socio-économique camerounais reconnu pour sa participation active au *développement de l'inclusion financière* et la *qualité des produits et services* offerts aux particuliers, PME et grandes entreprises. »





FICHE D'IDENTITE



Dénomination sociale

Siège social

Téléphone

Site internet

Adresse électronique

Forme juridique

Date de constitution

Type d'entreprise

Catégorie

Durée de vie

Agrément MINFI

Exercice social

Capital social

Crédit Communautaire d'Afrique

1573 Boulevard Rudolph Manga Bell, Mokolo

B.P. 30388 Yaoundé

+237 222 22 13 87/ 222 23 89 08

www.cca-cameroon.com

cca@afrigroupe.com

Société anonyme avec Conseil d'Administration

Juillet 1997

Etablissement de Microfinance, Indépendant

2ème catégorie

99 ans

N° 00347/MINEFI du 21/07/2001

01 Janvier au 31 Décembre de chaque année

10 000 000 000 FCFA





PLUS DE 20 ANS AU SERVICE DE NOS CLIENTS



1997

Création de CCA en vertu de la loi n°92/006 du 14 Août 1992 relative aux Sociétés Coopératives et Groupes d'Initiative Commune

- Changement de statut Juridique : CCA devient une Société Anonyme
- Capital social porté de 500 millions à 1 milliard

2006

1998

- Démarrage des activités commerciales
- Ouverture de la 1ère agence à Bafoussam

- Passage au rang de Microfinance de 2ème catégorie
- Capital social porté de 1 milliard à 2 milliards

2007

2001

Obtention de l'agrément d'Etablissement de Microfinance en vertu de l'arrêté n°00347/MINEFI du 27 Juillet 2001

- Capital social porté de 2 milliards à 5 milliards

2010

2012

- Migration informatique : acquisition du progiciel Bankers Realm.net
- Lancement de l'offre monétique avec une gamme de 3 cartes de retrait

- Demande d'agrément de Banque Universelle
- Capital social passe de 7.312.500.000 à 10 milliards

2016

2013

Fusion de CCA avec Afriexchange, sa filiale spécialisée dans le change et le transfert d'argent

Obtention de l'avis conforme de la COBAC pour la délivrance d'un agrément de Banque Universelle

2017

2015

Capital social porté de 5 milliards à 7.312.500.000





UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT « DURABLE » ...



C'est en 1997, dans un système économique dominé par le secteur informel que le Crédit Communautaire d'Afrique voit le jour avec trois (03) missions principales:

■ **booster l'inclusion financière à travers l'offre de services financiers aux personnes exclues du système bancaire classique ;**

■ **assurer sa pérennité à travers une bonne gouvernance et de bonnes performances financières ;**

■ **contribuer à l'éclosion de la PME en leur proposant des solutions financières personnalisées**

Malgré un environnement peu codifié, le Crédit Communautaire d'Afrique a su concilier maîtrise des risques et développement commercial en adaptant sa stratégie, son organisation et ses processus aux attentes de ses clients et aux exigences réglementaires.

Grâce à la vision de ses promoteurs, l'expertise de ses dirigeants, le professionnalisme de ses équipes et sa connaissance du marché local, le Crédit Communautaire d'Afrique a maintenu son taux de croissance et survécu à la crise qui a frappé le secteur financier dans le début des années 2000.

Aujourd'hui, 1er Etablissement de Microfinance du Cameroun, Le Crédit Communautaire d'Afrique deviendra à l'horizon 2018, une banque universelle.





LEADER DE LA MICROFINANCE AU CAMEROUN



42
agences



Présent dans les

10
régions



Age moyen
du personnel

34
ANS



57%
de femmes dans
l'entreprise



655
Collaborateurs



Implanté dans
21
villes



+ 445 030 clients



+ de 534 000 comptes



242 000
cartes



49

Guichets automatiques
de billets



Ratio de couverture
de risques :

11,46%



Ratio de liquidité :

129,4%





L'EXCELLENCE RECONNUE



La palme d'or en création de richesses

Prix décerné le 25 octobre 2017 par « L'initiative pour la transparence dans l'industrie de la microfinance en Afrique Centrale (ITIMAC) »

Distinction qui récompense l'Etablissement de microfinance qui a permis à un plus grand nombre de personnes exclues du système bancaire classique d'accéder à une diversité de produits et services de crédit.

La palme d'or en inclusion financière

Prix décerné le 25 octobre 2017 par « L'initiative pour la transparence dans l'industrie de la microfinance en Afrique Centrale (ITIMAC) ».

Distinction qui récompense l'Etablissement de microfinance qui a permis à un certain nombre de personnes exclues du système bancaire classique d'accéder à une diversité de produits et services financiers adaptés au Cameroun.

Grand prix spécial de l'excellence bancaire et du patriotisme économique

Prix décerné lors de la septième édition de «l'Epervier Press Awards».

Le prix de l'institution partenaire

Prix décerné le 27 mai 2017 par le Club Mouvement Universel (association à but non lucratif), CCA jouant dans leur milieu une fonction de support important pour leur développement.





DES VALEURS AUX SERVICES DES CLIENTS & PARTENAIRES



Satisfaction et fidélisation du client :

« Nous améliorons chaque jours nos process pour mettre la satisfaction au cœur de notre politique clientèle. Pour ce faire, nous adaptons nos produits à leur besoins et aux évolutions technologiques. A ce jour, nous sommes le seul Etablissement de Microfinance ayant ses propres cartes privatives et un réseau étendu de Guichets Automatiques de Billets ». **Mme KABALANG Simone, Directeur du Marché des Entreprises.**

Esprit d'équipe :

« L'esprit d'équipe est une valeur fondamentale au CCA. Elle se vit aussi bien en interne avec nos collègues qu'en externe avec nos clients et nos partenaires ».

**Mme AJIAHOUNG Claris,
Directeur financier**



Intégrité :

« Face à la crise qui a frappé durement le Secteur de la microfinance dans les années 2000, l'intégrité est la valeur qui nous a permis de surmonter la tempête. Aujourd'hui, notre professionnalisme, notre savoir-faire et surtout notre transparence affermissent le capital confiance de nos clients vis-à-vis de notre marque».

M. FAHA Rodrigue, Directeur Juridique et du Contentieux.



Esprit leader :

« Toute entreprise qui se veut leader doit développer l'esprit de leadership au sein de ses équipes. Ces trois dernières années, un accent a été mis sur des formations en développement personnel afin de fédérer nos collaborateurs autour de cette valeur». **M. DONGMO Magloire, Directeur Général Adjoint.**



Solidarité :

« Le CCA forme une famille dont les membres se soutiennent mutuellement. Au CCA, il existe un esprit de partage et de savoir-faire dans le but d'améliorer nos performances ».

**Mme YEGUE Nadia,
Responsable Conformité et
sécurité financière**



Professionnalisme :

« Dans un sous-secteur où les normes et procédures sont encore peu standardisés, le professionnalisme est le levier qui nous a permis d'atteindre la maturité nécessaire pour devenir une Banque universelle demain. Être professionnel est une obligation pour nous, chaque employé CCA accomplit ses fonctions avec abnégation et dans l'intérêt principal de notre clientèle. ».

M. TSAMO Simplicie, Directeur de l'Audit.





LES FACTEURS CLES DE SUCCES



Identité visuelle normative de nos agences

Du fait de la forte croissance de ses activités, CCA a investi près de 5 milliards de FCFA au cours des cinq (5) dernières années pour la construction et l'aménagement de ses agences.

Ces investissements immobiliers ont été réalisés dans un style architectural standardisé en respect de l'identité visuelle normative du CCA.

Cet accent sur la visibilité de la marque CCA a renforcé son image auprès des clients et assis sa notoriété.

Développement de la Marque Employeur

Le CCA développe sa marque Employeur auprès des grandes écoles et des universités avec une politique de ressources humaines caractérisée par le recrutement de jeunes diplômés à fort potentiel (niveau BAC+4/5) disposant d'une faible expérience professionnelle. Ces derniers sont alors formés et imprégnés des valeurs du CCA.

Ce positionnement permet de stabiliser le personnel (turn over faible), d'avoir un effectif jeune (Age moyen 34 ans) et de motiver le personnel à faire carrière au sein de l'entreprise.

Stratégie adossée sur les réalités de sa clientèle

« Think Global, Act Local » guide notre stratégie à travers l'emploi du personnel originaire des différentes régions d'implantation (Act Local) pour la réalisation d'opérations de la clientèle (ThinkGlobal). Ce qui permet :

- aux locaux, d'apporter leur connaissance des réalités locales ; et d'utiliser la langue vernaculaire comprise par la clientèle pour faciliter les opérations
- au CCA, de contribuer efficacement à l'éducation financière.

Offre produits innovants et très diversifiés

CCA développe un ensemble de produits adaptés aux besoins de sa clientèle, notamment :

- C-Cash (transfert domestique d'argent) est un produit d'appel à faible taux de commissions, ayant permis au CCA d'attirer un maximum de clients et d'élargir de manière significative son portefeuille-client.

Selon des données du Ministère des finances, le CCA est le numéro un au Cameroun en matière de transfert d'argent (en termes de volume).

- Cartes privatives : pionnier en la matière dans le secteur de la Microfinance au Cameroun avec plus de 242.000 cartes privatives commercialisées.

- Réseau de 49 Guichets Automatiques de billets afin de fidéliser la clientèle et de désengorger les guichets.

Couverture réseau dans les 10 régions du Cameroun

Classé parmi les plus grands réseaux d'agences du système financier au Cameroun, CCA dispose de 42 agences réparties dans les 10 Régions du pays.

Les agences sont situées, pour la plupart, à proximité des zones de forte convergence et de forte activité économique.

Ce maillage a contribué à élargir et à solidifier notre portefeuille clientèle.





GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE





MOT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Au lendemain de la grande crise bancaire qui a frappé la zone CEMAC en général et le Cameroun en particulier, marquée par la fermeture successive d'établissements financiers ayant engendré la réduction des guichets et, partant, les licenciements massifs, nous avons, comme bien d'autres promoteurs, saisi l'opportunité de créer un espace de récupération des victimes, plus précisément par la création d'une société coopérative d'épargne et de crédit en abrégé COOPEC, dont la mission principale est l'encadrement des couches délaissées par le secteur bancaire classique.

Cependant, ce marché étant essentiellement constitué d'opérateurs économiques informels et de ménages reconnus comme peu rentables et/ou aux risques élevés, le chemin des COOPECs, aujourd'hui appelés Etablissements de microfinance (EMF), a été marqué d'obstacles, à l'origine de la crise du secteur, qui perdure d'ailleurs, avec des fermetures et retraits d'agrèments récurrents.

Malgré cette précarité, le CCA, créé en 1997, a su braver ces difficultés pour obtenir le leadership du secteur pendant plus d'une décennie, grâce à:

- Une politique de bonne gouvernance fondée sur la transparence et le respect des Lois et Règlements en vigueur au Cameroun ;
- La soutenabilité de l'activité avec le renforcement permanent des fonds propres ;
- Une politique de ressources humaines stable (faible turn over) ;
- Un maintien permanent de la surliquidité afin de développer le capital confiance de nos partenaires et clients.



M. NKEMLA Albert
PCA

Notre grande performance, caractérisée par la croissance exponentielle du portefeuille de la clientèle, et les exigences induites nous ont contraints à envisager une migration en banque. Ce qui a donné lieu au changement de notre vision stratégique au cours des 5 (cinq) dernières années. Cela est observable sur la qualité de nos investissements (essentiellement bancaires) qui n'ont pas été sans conséquences sur la rentabilité de l'établissement de microfinance, eu égard aux coûts de structure. C'est ainsi qu'une demande d'agrément de banque universelle a été introduite en début 2016, pour accueillir « la nouvelle femme ». Nous avons donc réalisé de 2015 à 2016 un ménage interne avec la revue du portefeuille crédit, parallèlement à la modélisation de nos processus, le renforcement des capacités à travers les formations. Ces investissements ont également impacté la rentabilité de l'institution jusqu'à lors microfinance.

C'est fort de ce qui précède que le Crédit Communautaire d'Afrique a placé l'exercice 2017 sous le signe de la relance et le pari a été tenu.





Les prémices de la banque, effective dès mars 2017 avec l'obtention de l'avis conforme de la COBAC, ont donné lieu à l'implémentation de notre modèle de transition, qui intègre notre base clientèle essentiellement informelle suivi de la bancarisation d'autres agents économiques et le processus porte ses premiers fruits. Nous avons, avec méthode, travaillé à améliorer la qualité de service, pour satisfaire une clientèle importante en nombre à la fois sensible et regorgeant un potentiel certain. La rentabilité timide observée en 2017 découle d'un niveau d'activité moyen dû aux péripéties de l'environnement économique au cours de cet exercice.

N'évoluant pas en vase clos, il convient de relever que les motifs d'inquiétude ne manquaient pas au début de l'année 2017 du point

de vue de l'économie mondiale, avec les aléas politiques en Europe, la faiblesse du commerce mondial, etc. Le pronostic a cependant été déjoué en cours d'année et le rythme de croissance de l'économie mondiale s'est finalement établi à 3,6% en 2017, dépassant celui de 2016 et sa tendance (3,3% en moyenne depuis 1974). Cependant, le rapport 2017 du FMI, sur les perspectives de l'économie mondiale, indique que la reprise mondiale ne peut être durable et invite les dirigeants à maintenir une vision à long terme à travers les réformes structurelles et budgétaires impérieuses pour accroître la résilience, la productivité et la pérennité du système financier. Le continent africain a également tiré son épingle du jeu, avec une croissance favorable du Produit intérieur brut (PIB) qui se situe à 3 % en 2017, contre 2,2 % en 2016. La reprise est plus lente qu'anticipée pour les pays exportateurs de pétrole de la CEMAC, qui continuent de faire face à des niveaux d'endette-





ment élevés et des réserves de change réduites. Pour les économies pauvres en ressources naturelles, l'activité devrait rester solide dans l'ensemble selon la Banque Africaine de développement. C'est ainsi que la zone CEMAC a vu sa croissance freinée par les faibles performances de la Guinée équatoriale et du Tchad, dont les économies se sont contractées respectivement de 7,3 % et de 6,4 %. Contrairement à l'exercice précédent, on note tout de même pour la République centrafricaine une croissance en hausse de 1.6%. Le Cameroun quant à lui se situe à 3,2 % de croissance en 2017, une contre-performance liée à une forte baisse de la production pétrolière en dépit du rebond graduel des prix internationaux et à cause de la situation sécuritaire du pays qui doit désormais faire face à deux fronts : la secte Boko Haram au Nord et la crise dite « anglophone » dans les parties Sud et Nord-Ouest du pays.

Le Crédit Communautaire d'Afrique, engagé dans un pari de renouement avec la performance, a composé avec cet environnement économique tumultueux et terminé l'année 2017 avec les indicateurs ci-après : des fonds propres nets de XAF 7, 23 Milliards pour un capital de XAF 10 Milliards, l'évolution du total bilan qui est passé de 169 Milliards au 31 décembre 2016 à 182 Milliards au 31 décembre 2017. Cet accroissement est la résultante de la progression des dépôts partant de 152 Milliards au 31 décembre 2016 à 170 Milliards au 31 décembre 2017 et du résultat bénéficiaire. Le résultat découle d'une embellie au niveau de l'exploitation qui a dégagé un résultat net positif de XAF 692 millions. La croissance des dépôts s'est faite dans un environnement menacé par le mobile money venu absorber les parts de marché des institutions offrant des services de transferts d'argent de personne à personne.

2017 marque également une étape déterminante dans notre développement, avec l'acquisition d'un nouveau système d'information AMPLITUDE (ex DELTA BANK). Notre migration est effective depuis août 2017 et augure de profondes restructurations en termes de suivi client, reporting, pilotage de la performance, maîtrise des risques et, par ricochet, une meilleure rentabilité. Le nouveau système d'information cristallise également notre engagement à suivre la tendance de la digitalisation qui nous assurera une proximité plus optimale aux couches exclues du système bancaire classique, notre base clientèle jusqu'ici.

Pour l'année 2018, le changement de notre statut à travers la transformation en banque universelle est un challenge que nous allons relever avec brio. Nous observerons une transition et non une révolution dans la gestion de notre clientèle de même que l'amélioration qualitative de notre personnel : tels seront les maîtres mots de notre démarche commerciale. Nos équipes sont à l'œuvre pour conduire cette transition et des mesures particulières sont prises en termes de gouvernance, management, contrôle interne en général avec un point d'honneur sur la conformité et la gestion des risques. Somme toute, besoin n'est plus de préciser que nous avons réuni toutes les conditions requises pour mériter la confiance de l'Autorité Monétaire, que nous espérons voir se concrétiser par l'octroi de l'agrément sollicité pour notre éclosion en **BANQUE UNIVERSELLE**.

Le Président





Restant sur le chemin de l'amélioration de notre politique de bonne gouvernance, 2017 a été marquée par :

- L'ouverture du capital à de nouveaux actionnaires
- L'assistance technique de cabinets internationaux de renom tels que :
 - PWC pour la modélisation de nos processus et l'arrimage de notre système de contrôle interne aux best practices
 - DELOITTE pour l'assistance au déploiement du nouveau Corebanking Amplitude de SOPRA dont le basculement a eu lieu cette année.
 - Migration effective du core banking.

2017 a été l'année préparatoire à la mutation du CCA. Après avoir occupé la position de leader dans le secteur de la microfinance pendant plus d'une décennie, un nouveau défi nous interpelle : notre transformation en banque universelle.

La Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) par sa décision D-2017/152 a donné son avis conforme pour l'agrément du CCA SA en qualité d'établissement de crédit dans la catégorie banque universelle et tous les efforts sont mis à contribution pour qu'en 2018, CCA obtienne le quitus de banque au Cameroun.

Notre ambition est de développer, au Cameroun, une véritable banque universelle dans laquelle les particuliers (classe pauvre, classe moyenne, haut de gamme) et les entreprises (très petites entreprises, Petites et Moyennes Entreprises, Grandes entreprises) de tous les secteurs d'activités trouveront des produits et services adaptés à leurs besoins.

Pour ce faire, nous avons conscience que trois leviers nous permettront d'atteindre cet objectif :

- *Continuer à accompagner nos clients actuels avec la même célérité et la même qualité de service;*
- *Développer des produits et services adaptés aux grandes entreprises ;*
- *Donner aux nouvelles technologies une place de choix dans notre processus de transformation afin de rationaliser et de rendre plus attractive notre offre client.*

Le modèle économique retenu dans le cadre de notre transformation en banque reste également notre contribution à la lutte contre l'informel qui caractérise l'économie camerounaise d'aujourd'hui. En continuant le recrutement, la transformation et l'accompagnement des couches informelles vers le circuit formel, nous participons activement à la construction du paysage socioéconomique de notre pays.

En clôturant l'année 2017, nous tenons à remercier tous nos clients pour leur confiance renouvelée et tout le personnel du CCA pour son dévouement et son ardeur au travail, l'ensemble ayant contribué à faire du CCA une « success story », un modèle à suivre au Cameroun et en Afrique.





COMITE DE DIRECTION (AU 31/12/2017)



Directeur Général :
André Alexis MEGUDJOU



Directeur général adjoint :
Magloire NOUMEDEM DONGMO



Directeur général adjoint :
Erick SIMO FONGANG

Directeur de l'Audit :
M. TSAMO



**Responsable de la Conformité,
Sécurité financière et
Déontologie :** Nadia YEGUE



**Directeur du marché
des particuliers:**
M. TATSINKOU Honoré



**Directeur du marché des
Entreprises :**
Mme KALABANG Simone



**Directeur du marché
des Grandes
entreprises :**
M. FONDJA Fidèle



Directeur de l'E-banking :
M. AMELI TASSE William



**Directeur des
engagements :**
M. FOTIO Cyrille



**Directeur du
recouvrement:**
M. NKWO Adrien



**Directeur Juridique et
du Contentieux :**
M. FAHA Rodrigue



**Directeur Financier et
contrôle de Gestion :**
Mme AJIAHOUNG
Claris



**Directeur des
Ressources
Humaines :**
M. KAMDOUM
Martial



**Directeur du Systèmes
d'Information :**
Mme KAMENI Adrienne



**Directeur Administratif
et des moyens :**
Mme POLA Martine





CONSEIL D'ADMINISTRATION



Le Conseil d'Administration détermine les orientations stratégiques de la société et veille à leur mise en œuvre.

**Président du Conseil
d'Administration :
Albert NKEMLA**

Esther Rose TIAKO
Administrateur/Représentant
NSIA Assurances Cameroun

Marie FEUYEM
Administrateur

Paul ESSIMI NGONO
Administrateur

Côme TIENTA
Administrateur

Henri NJITCHOUNG
Administrateur

Autres mandataires sociaux :

**Directeur Général
André Alexis MEGUDJOU**

**Directeur général adjoint
Magloire NOUMEDEM DONGMO**

**Directeur général adjoint
Erick SIMO FONGANG**

**Commissaires aux comptes
Cabinet Achille A. NIEBOU**

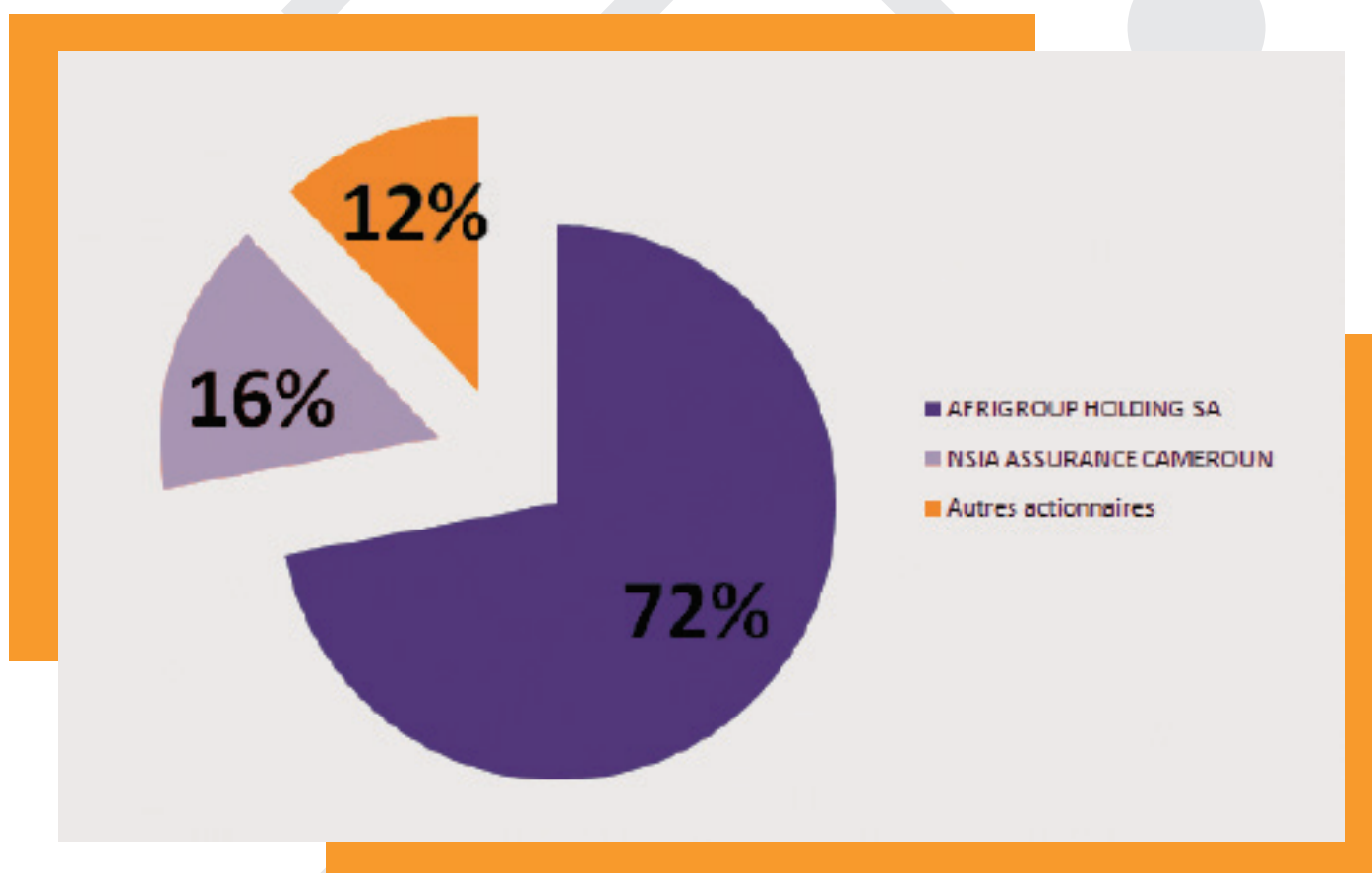
Le Conseil d'Administration est assisté dans l'exécution de sa mission par 4 comités :

- Comité Ressources Humaines et Rémunération
- Comité de Gouvernance
- Comité d'Audit
- Comité des Engagements





STRUCTURE DU CAPITAL





RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE





RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL A L'ASSEMBLEE GENERALE



Messieurs, Chers Actionnaires,

Conformément aux statuts, nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, pour vous présenter notre Rapport de Gestion sur le développement des activités de l'entreprise au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, et soumettre à votre approbation le bilan et le compte de résultats dudit exercice.

A- NOTE DE CONJONCTURE

Nous avons mené nos activités en 2017, dans un environnement politique et économique mitigé.

Sur le plan international :

2017 reste marquée par :

- Des conditions financières mondiales favorables, d'après la BAD, qui devraient le rester à moyen terme; La croissance économique mondiale est passée de 3,1% en 2016 pour s'établir à 3,6% en 2017; elle est prévue à 3,7% en 2018. Cette croissance pourrait entraîner une hausse des prix des matières premières dont bénéficieraient certains pays africains.
- Selon le département du commerce américain, la croissance économique aux USA est partie de 1,6% en 2016 pour s'établir à 2,6% en 2017;
- La commission européenne a indiqué dans une publication de novembre 2017 que la croissance de l'Union Européenne s'établirait à 2,3% pour 2017.
- Pour l'Afrique, la BAD indique que les signes de reprise sont déjà perceptibles en 2017 après le choc de 2016 à travers une croissance réelle qui est passée de 2,2% en 2016 à 3,6% en 2017. Elle estime qu'elle s'accélèrera pour s'élever à 4,1% en 2018.
- Dans le même sillage, la zone CEMAC présente une situation perfide selon la BAD. En effet, la croissance de 2017 s'est établie à 0,9% dans la zone mais la reprise qui s'annonce pourrait la porter à 2,6% en 2018.



Sur le plan national :

- Le budget de l'État en 2017 a été exécuté dans un contexte de stagnation des prix du pétrole, de préoccupation sécuritaire dans le septentrion et la partie anglophone du pays et l'entrée en vigueur de l'accord d'étape de l'APE avec l'UE. Il s'élevait à 4 373,8 milliards de FCFA soit 3,3% de plus que celui de l'année précédente. L'investissement public représentait 1 586,9 milliards de FCFA soit 36,3% de l'enveloppe globale.

Ce budget a été soutenu par les recettes fiscales qui représentaient 57,6% de l'enveloppe globale

- En 2017, les entreprises privées réclamaient déjà des arriérés de paiement à l'État de 720 milliards de FCFA dont le Président de la république avait annoncé le paiement dans son discours du 31 décembre 2017. Mais il se pourrait qu'il ne sera possible de payer que 200 milliards de ce montant. La conséquence est que cela pourrait entraîner une hausse des créances douteuses des institutions financières et donc le rationnement du crédit vis-à-vis des entreprises prestataires de l'État.

Enfin, nous rappelons que les contraintes qui ont été retenues depuis décembre 2016 pour ramener la sous-région à une situation économique favorable restent en vigueur, donc les actions de l'Etat en cet exercice sont restées solidaires à ces restrictions qui sont :

- L'ajustement budgétaire ;
- le gel des plafonds des avances statutaires de la banque centrale ;
- la financiarisation de la dette ;
- la baisse des dépenses publiques.



B- ENVIRONNEMENT BANCAIRE ET FINANCIER

Sur le plan continental et sous-régional,

- Le secteur bancaire africain vient de connaître le retrait du groupe BPCE de ses filiales africaines. Toutefois ce retrait n'est pas total, il aurait décidé de céder leurs actifs à d'autres groupes bancaires africains non encore identifiés. Les candidats en liste seraient la BMCE, via sa filiale Bank of Africa, Banques Populaires Marocaines et le Groupe ORABANK.

- A la suite des plaintes des banques de la CEMAC sur la rigidité des procédures de la BEAC en matière des transferts de fonds, le Gouverneur de la BEAC a clairement réagi à ce point au sortir de la première session du comité de politique monétaire, en indiquant que la zone UMAC dispose de normes sur le transfert dont le respect n'est pas un obstacle pour le développement de cette activité.

Ces normes qui existaient, par le passé, ont connu un certain laxisme dans leur application. En matière de transfert de fonds, aucune mesure supplémentaire autre que celles édictées lors du sommet des chefs d'état de décembre 2016 (sauvegarder le régime de change et consolider la position extérieure des pays pour stabiliser les réserves de change et amorcer une remontée) n'a été prise.

- La BEAC a reçu mandat du comité de pilotage des réformes économiques pour piloter la fusion des deux bourses de valeurs de la CEMAC (BVMAG du GABON et la DSX). Cette opération devrait être effective courant juin 2019.

- D'après le fonds d'investissement PartechAfrica, les levées de fonds par les start-up africaines ont atteint 560 millions de

dollars en 2017 soit une croissance de 53% par rapport à 2016. Le Cameroun occupe la 10^è position avec 2,7 millions de USD. Ces entreprises technologiques représentent un vivier pour lequel les banques devraient bâtir un modèle d'accompagnement financier compte tenu de leur profil de risque.

Sur le plan national,

- L'Etat camerounais continue d'entretenir son appétit sur le marché des titres. En effet, après l'émission des BTA du 28 février qui a permis de lever de 10 milliards, le 7 mars une nouvelle émission de 10 milliards de BTA a été faite. Nous rappelons que depuis 2011, le Cameroun n'avait jamais levé plus de 7 milliards en BTA.

- Le secteur bancaire reste dominé par 5 banques classées en termes de total bilan et de PNB. En chef de file reste Afriland First Bank pour la 4^è année consécutive, suivi de SGC, BICEC, SCB et Ecobank d'après le magazine Jeune Afrique.

- La migration d'Ecobank vers les solutions bancaires digitales a marqué le début d'une nouvelle ère dans le paysage bancaire. En 2017, UBA a embrayé le pas en signant un partenariat avec l'opérateur de téléphonie Nexttel pour la commercialisation des solutions de mobile money.





Intermédiation bancaire (en milliards)

Éléments	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	Variation	Variation
	(A)	(B)	(C)	(B-A)/A	(C-B)/B
Dépôts	3 525,4	3 661,2	4 012,1	3,85%	9,58%
Crédits	2 990,0	3 161,2	3 321,5	5,73%	5,07%
Coeff. crédits/dépôts	84,81%	86,34%	82,78%		

Répartition des crédits et des dépôts par nature et par durée au 31/12/2017 (en milliards)

ELEMENTS	MONTANT	ELEMENTS	MONTANT
Crédits à long terme	114,8	Comptes dépôts à régime spécial	305,1
Crédits à moyen terme	1 332,6	Comptes dépôts à terme	595,1
Crédits à court terme	1 010,1	Comptes créditeurs à vue	3 111,9
Créances brutes en souffrance	436,0		-
Comptes débiteurs à la clientèle	378,7		-
Autres sommes dues à la clientèle	49,4		-
Total crédits non financières	3 321,5	Dépôts ventilables :	4 012,1

Répartition des crédits et des dépôts par type de clientèle (en milliards)

ELEMENTS	CREDITS	DEPÔTS
Administration Publique Centrale	267,4	473,1
Administration Publique Locale	1,4	19,2
Organismes Publics	0,022	166,1
Administrations Privées	30,2	155,0
Entreprises Publiques	152,4	224,8
Entreprises Privées	2 233,5	933,4
Sociétés d'Assurance et de Capital	3,2	145,6
Entreprises individuelles	148,1	113,8
Particuliers	444,6	1 553,0
Divers	40,7	228,1
TOTAL	3 321,5	4 012,1

Parts de marché en terme de crédits :
SGC 18,51% (1ère) ; AFB 18,25%
(2ème) ; BICEC 16,51% (3ème)
Parts de marché en terme de dépôts :
AFB 17,90% (1ère) ; SGC 17,51 (2ème)
; BICEC 15,05% (3ème)



ZOOM SUR LE SECTEUR DE LA MICROFINANCE

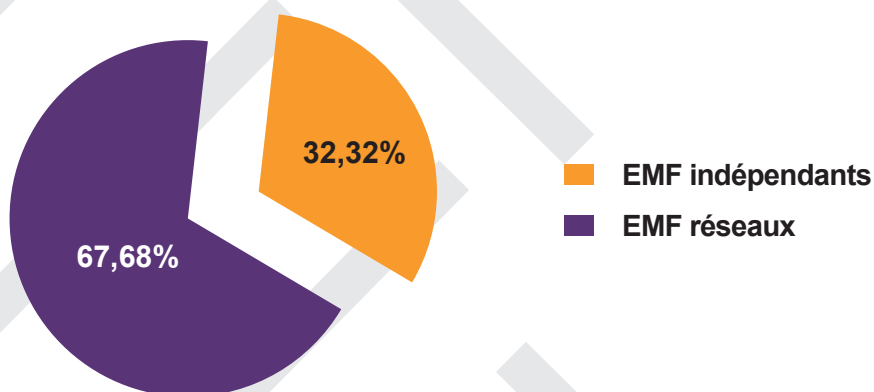


- **412 EMF** agréés, dont 362 de 1ère catégorie, 47 de 2ème catégorie et 3 de 3ème catégorie.
- **816,41 milliards** de total bilan au 31 décembre 2017, dont 314,40 milliards en 1ère catégorie, 499,36 milliards en 2ème catégorie et 2,65 milliards en 3ème catégorie.
- **668,22 milliards** de dépôts collectés, dont 252,08 milliards en 1ère catégorie et 416,14 milliards en 2ème catégorie.
- **464,26 milliards** de crédits octroyés, dont 184,83 milliards en 1ère catégorie, 277,85 milliards en 2ème catégorie et 1,58 milliard en 3ème catégorie.
- **106,40 milliards** de créances en souffrance, dont 52,02 milliards en 1ère catégorie, 54,01 milliards en 2ème catégorie et 0,37 milliard en 3ème catégorie.

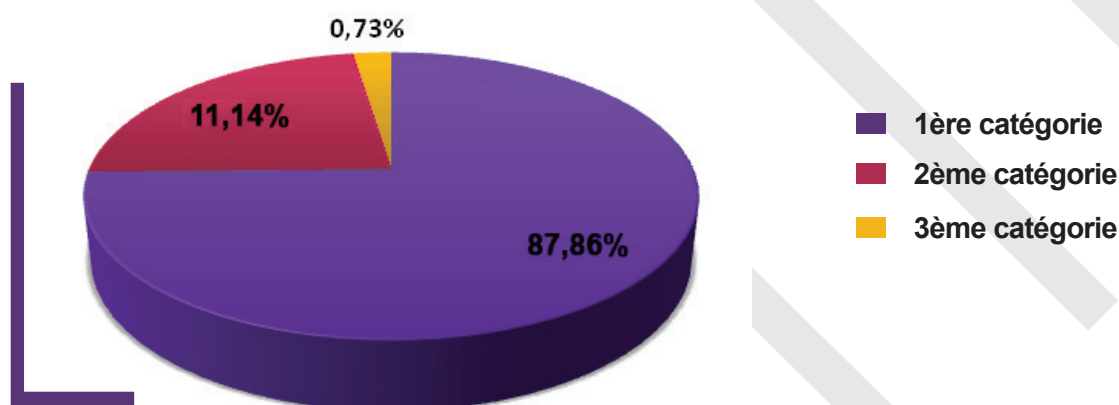


Le Cameroun, tout comme de nombreux pays africains, connaît un essor des services financiers, marqués par un nombre élevé des EMF (Établissements de microfinance). En 2017, le Cameroun compte 412 EMF agréés, dont 117 EMF indépendants et 245 EMF en réseau :

Classification des Etablissements de Microfinance par type d'organisation



Classification des Etablissements de Microfinance indépendantes par catégorie





En 2017, le nombre d'agences des EMF est passé à 1 772 contre 1 595 en fin 2016. 54,46% des EMF se situent en zone urbaine contre 45,54% en zone rurale. Les EMF de 1ère catégorie qui représentent 87,86% du marché sont principalement situés en zone rurale alors les EMF de 2ème et 3ème catégories sont essentiellement implantés en zone urbaine.

Les régions du Nord-Ouest, Centre, Littoral, Ouest et Sud-Ouest (sur les 10 que compte le Cameroun) regroupent plus de 80% des guichets d'EMF au Cameroun.

Les Établissements de microfinance (EMF) contribuent à hauteur d'environ 10% au financement de l'économie nationale. Malgré cet apport remarquable, le secteur de la microfinance rencontre encore beaucoup de difficultés. En 2017, 412 EMF ont été agréées pour exercer leurs activités contre 418 en 2016. Cette tendance à la baisse qui s'observe d'année en année laisse entrevoir que seuls les EMF les plus solides à l'instar du Crédit Communautaire d'Afrique survivent à la crise que traverse ce secteur depuis le début des années 2000.

CCA LE LEADER DU SECTEUR ...

Intitulé	Comparaison CCA / Secteur des EMF			Comparaison CCA / EMF 2ème catégorie		
	Chiffres Secteur EMF	CCA	%	Chiffres EMF 2ème catégorie	CCA	%
Total Bilan	816.410	182.476	22,4%	449.360	182.476	40,6%
Dépôts	668.200	170.733	25,6%	416.140	170.733	41,0%
Crédits	464.260	78.902	17,0%	277.850	78.902	28,4%

* En millions de FCFA

CCA reste le leader du secteur. L'EMF détient 22,4% de parts de marché en ce qui concerne son total bilan soit 182,476 milliards de FCFA. Parmi les EMF de 2ème catégorie, CCA détient à lui seul 40,6% de parts de marché. L'EMF collecte 25,6% des dépôts du secteur soit 170,733 milliards de FCFA (avec 41% de parts de marché en ce qui concerne les EMF de 2ème catégorie). Son taux de transformation des dépôts en crédits était de 46% soit un total de 78,9 milliards de FCFA distribués (soit 17% de parts de marché contre 28,4% pour les EMF de 2ème catégorie). CCA continue de dominer un secteur qui est composé de 412 EMF. Il est sans nul doute qu'avec un tel niveau de performance, CCA s'apparente à une banque commerciale, ayant cumulée une forte expérience en tant qu'EMF.





EXTRAIT DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



EXTRAIT DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



A – RAPPORT GENERAL

Mesdames, Messieurs,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du CCA SA clôturés au 31 Décembre 2017 avec un total de bilan de FCFA 182 476 634150, un résultat net comptable de FCFA 692 761 108. Nos travaux ont consisté aussi à vérifier les informations contenues dans le rapport de gestion de votre conseil d'Administration, conformément à l'article 713 du droit des sociétés OHADA et portant sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2017.

1.1.1. RESPONSABILITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Votre conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément à l'article 452 du droit des sociétés OHADA. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables

raisonnables au regard des circonstances.

1.1.2. RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Notre mandat consiste à formuler notre opinion sur ces états financiers, en nous appuyant sur nos travaux d'audit.

Nous avons effectué notre mission de commissariat aux comptes du CCA SA pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2017, en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires dans le cadre des normes internationales d'audit (ISA) édictées par la Fédération Internationale des Experts Comptables (IFAC).

Ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de commissariat aux comptes consiste à examiner par sondage les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.



1.1.3. OPINION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, les états financiers de synthèse tels qu'annexés au présent rapport, sont, dans tous leurs aspects significatifs, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du CCA SA.

B- BILAN RESUMÉ

ACTIF - En milliers de FCFA	2 016	2 017
Frais immobilisés	126 816	439 002
Valeurs incorporelles immobilisées	70 948	957 356
Terrains	1 921 869	1 884 712
Autres immobilisations corporelles	10 173 623	9 112 733
Immobilisations en cours Avances et Acomptes	1 369 799	1 485 496
Dépôts et cautionnements	27 125	31 800
Titres de participation et titres publics	700 000	0
Titres de participation et titres publics douteux	0	336 000
IMMOBILISATIONS	14 390 181	14 247 098
Crédits sains à long terme	0	376 695
Crédits sains à moyen terme	0	9 126 276
Crédits sains à court terme	33 075 876	47 186 660
Comptes débiteurs sains	27 503 603	11 986 250
Crédits impayés	1 064 370	1 318 362
Crédits immobilisés	11 799	96 129
Crédits douteux	401 287	2 491 116
CREDITS A LA CLIENTELE	62 056 934	72 581 487
Fournisseurs	0	12 098
Etat	656	173 265
Débiteurs divers	0	74 689
Créances diverses en souffrance	0	8 171
COMPTES DE TIERS	656	268 223
Valeurs à encaisser	471 594	176 950
ENCAISSEMENTS	471 594	176 950
Charges comptabilisées d'avance	1 436 516	1 408 608
Produits à recevoir	0	186 086
Autres opérations de régularisations	0	792
COMPTE DE REGULARISATION	1 436 516	1 595 485
Liaison interne	31 778	0
COMPTES DE LIAISON	31 778	0
Titres de trésorerie	22 086 660	26 000 000
Comptes à vue et à terme auprès des banques et établissements financiers	52 166 348	48 570 443
Créances en souffrance sur les correspondants	45 062	0
Caisse	15 949 743	19 036 947
COMPTE DE TRESORERIE	90 247 812	93 607 390
TOTAL GENERAL	168 635 471	182 476 634



PASSIF - En milliers de FCFA	2 0 1 6	2 0 1 7
Capital social	10 000 000	10 000 000
Primes liées au capital	721 038	721 038
Réserves légales	181 076	181 076
Réserves obligatoires et réglementaires	278 355	278 355
Report à nouveau	-584 656	-3 246 506
Fonds constitués	6 609 617	0
Provisions pour risques généraux	0	49 600
Résultat après certification	0	692 761
CAPITAUX PROPRES	17 205 430	8 676 323
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
EMPRUNT A L.T. et M.T.	0	0
Dépôts à régime spécial	10 101 227	8 836 890
Dépôts à terme	338 558	2 535 000
Dépôts à vue	139 236 772	156 706 797
Autres comptes de la clientèle	2 995 195	2 655 077
DEPOTS DE LA CLIENTELE	152 671 752	170 733 764
Fournisseurs	174 145	296 132
Etat	67 653	545 350
Associés	2 683	2 683
Créditeurs divers	308 554	555 962
DETTES A COURT TERME	553 035	1 400 127
COMPTES D'ENCAISSEMENT	471 594	176 925
Charges à payer	0	275 283
Autres opérations de régularisation	393 977	1 128 751
COMPTES DE REGULARISATION	393 977	1 404 034
Liaison siège et agences	1 532	85 461
COMPTES DE LIAISON	1 532	85 461
COMPTES DE TRESORERIE	0	0
BENEFICE EN ATTENTE D'APPROBATION	-2 661 850	
EXCEDENT DE PRODUITS SUR LES CHARGES		
TOTAL GENERAL	168 635 471	182 476 634



Analyse des ratios

	2016	2017
Coefficient de transformation (<70%)	36,6%	40,6%
Ratio de couv. des risques (>10%)	17,8%	12,7%
Ratio de couv. des immo. (>100%)	79,0%	61,3%
Coefficient de liquidité (>100%)	91,6%	129,4%
Dépôts / Total Actif	90,5%	93,6%
Evolution des engagements	13,6%	17,0%
Evolution des dépôts	2,4%	11,8%
Evolution de la trésorerie	2,5%	3,7%
Var des fonds propres	49,8%	-49,6%
Evolution des actifs	5,3%	8,2%





2- COMPTE DE RESULTATS (Tableau)

CHARGES - En milliers de FCFA	2 016	2 017
Intérêts sur opérations de trésorerie et inter bancaire	216 721	0
Intérêts sur les dépôts à vue clientèle	2 218 803	2 595 169
Intérêts sur les dépôts à terme clientèle	504 858	450 808
Autres commissions et frais bancaires	0	282 294
Charges d'exploitation financière	2 940 382	3 328 271
Frais de personnel	2 807 760	3 096 794
Charges sociales	355 778	395 684
Charges de personnel	3 163 538	3 492 478
Fournitures de bureau	277 029	255 323
Eau, électricité, gaz et carburant	297 990	275 524
Locations	560 364	637 762
Entretiens et réparations	426 827	473 816
Primes d'assurances	311 242	267 095
Publicité, relations publiques, réceptions	683 114	425 836
Transports et déplacements	84 396	101 606
Frais de télécommunication	464 314	431 389
Frais de formation	25 958	60 688
Frais de mission	148 017	142 683
Frais de CA, AG et jetons de présence	31 039	33 475
Autres charges consommées	1 131 099	1 404 921
Autres charges générales d'exploitation	4 441 389	4 510 118
Impôts et taxes	98 306	107 849
Dotations aux amortissements	1 774 710	1 565 346
Dotations aux provisions sur créances clientèle	3 846 959	613 696
Dotations autres provisions	0	450 342
Amortissements et Provisions	5 621 669	2 629 384
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	0	0
Autres charges exceptionnelles	432 640	72 843
Charges exceptionnelles	432 640	72 843
Impôt sur le bénéfice	272 331	0
Bénéfice de l'exercice avant certification	0	1 012 829
TOTAL DES CHARGES	16 970 255	15 153 773



PRODUITS - En milliers de FCFA	2016	2017
Produits sur opérations de trésorerie et inter bancaire	895 687	1 600 802
Intérêts sur les crédits à L.T. clientèle	0	1 393 511
Intérêts sur les crédits à M.T. clientèle	0	619 222
Intérêts sur les crédits à C.T. clientèle	4 093 953	2 382 625
Intérêts sur les comptes débiteurs clientèle	1 433 063	1 746 517
Commissions et frais perçus sur opérations de transfert de fonds	808 199	0
Autres commissions et produits bancaires	4 989 841	6 805 843
Produits d'exploitation financière	12 220 744	14 548 520
Produits sur les opérations accessoires	403 626	0
Produits divers	0	78 231
Autres produits et subventions	0	78 231
Autres produits exceptionnels	62 567	2 084
Produits exceptionnels	62 567	2 084
Reprises d'amortissements	162 726	0
Reprises de provisions sur créances clientèle	0	524 938
Autres Reprises de provisions	1 458 744	0
Reprises Amortissements et Provisions	1 621 469	524 938
Pertes de l'exercice	2 661 850	0
TOTAL DES PRODUITS	16 970 255	15 153 773

En milliers de FCFA	2015	2016
Produits d'intérêts	12 624 193	14 548 520
Produit net bancaire	9 683 810	11 220 249
Frais généraux	-7 703 233	-8 110 446
Résultat brut d'exploitation	1 577 128	3 109 804

Analyse des ratios

	2016	2017
Coefficient d'exploitation	82,9%	96,2%
PNB / Produits d'intérêts	75,9%	77,1%
Résultat brut d'exploit. / PNB	17,0%	27,7%
Evolution des produits d'intérêts	-5,6%	19,0%
Evolution du PNB	-9,8%	20,9%



NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES DE BILANS RESUMES ET COMPARES



Couverture de risques

(règlement EMF 2002/7 relatif à la couverture des risques)

Libellé	2016	2017
Fonds patrimoniaux nets	7 857 193 629	7 230 365 459
Sous total A	7 857 193 627	7 230 365 459
Crédits sains à la clientèle	60 579 590 806	59 172 910 405
Crédits en souffrance net de provisions	1 477 455 178	3 905 605 846
Sous total B	62 057 045 984	63 078 516 251
Ratio A/B	12,66%	11,46%

Norme minimale : 10%

Couverture des immobilisations

(règlement EMF 2002/9 relatif à la couverture des immobilisations)

Libellé	2016	2017
Capitaux permanents	7 857 193 629	7 230 365 459
Sous total A	7 857 193 627	7 230 365 459
Immobilisations nettes (hors frais et valeurs incorporelles immobilisées)	12 822 617 311	11 365 244 874
Sous total B	12 822 617 311	11 365 244 874
Ratio A/B	61,28 %	63,62 %

Norme minimale : 100%

NB: Nous notons qu'à la clôture de l'exercice, une opération d'augmentation de capital est en cours pour le porter à 15 milliards permettant de remédier aux insuffisances observées.





Couverture des crédits par les ressources disponibles

(règlement EMF 2002/12 relatif à la couverture des crédits par les ressources disponibles)

Libellé	2016	2017
Encours net de crédits accordés sur ressources propres (A)	62 057 045 984	72 581 487 196
Solde A	62 057 045 984	72 581 487 196
Fonds patrimoniaux ou fonds propres nets (D)	7 857 193 627	7 230 365 459
Dépôts des membres ou de la clientèle (E)	152 674 245 609	170 733 763 662
Immobilisations nets (F)	14 390 181 245	12 850 740 603
Solde B= D+E-F	146 141 257 991	165 113 388 518
Ratio A/B	42,46%	43,96%

**Norme maximale 70% pour les EMF indépendants
65% pour les EMF affiliés en réseau**

Coefficient de Liquidité

(règlement EMF 2002/14 relatif au coefficient de liquidité)

Ressources	2016	2017
Crédit sains à échoir dans les 3 mois à venir	4 866 334 264	4 866 334 264
Compte débiteurs sains	20 627 702 171	20 627 702 171
Avoir chez les correspondants locaux à moins de 3 mois d'échéance	52 166 347 515	52 166 347 515
Disponibilités en caisse	15 949 743 260	19 036 946 733
Sous total A	93 610 127 210	96 697 330 683
Dépôts à terme de la clientèle à échoir dans les 3 mois	2 637 000 000	2 637 000 000
Dépôt à vue de la clientèle	69 727 628 821	78 353 398 342
Sous total B	72 364 628 821	80 990 398 342
Ratio A/ B	129,36%	119,39%

Norme minimale : 100%





PRINCIPALES RESOLUTIONS VOTEES A L'ASSEMBLEE GENERALE





PRINCIPALES RESOLUTIONS VOTEES EN ASSEMBLEE GENERALE



L'Assemblée générale du Crédit Communautaire d'Afrique S.A., en sa réunion du 03 mai 2018, valablement convoquée et recueillant le quorum requis conformément à la loi et aux statuts, a pris les décisions suivantes à l'unanimité :

PREMIERE RESOLUTION

Examen du rapport du Commissaire aux comptes

En exécution de la mission de commissariat aux comptes à lui confiée par le Conseil d'Administration, M. NIEBOU Achille présente son rapport sur le contrôle des comptes du CCA pour la période allant du 01/01/2017 au 31/12/2017. L'audit des états financiers du CCA SA clôturés au 31 Décembre 2017 relève un total de bilan de FCFA 182 476 634 150, un résultat net comptable de FCFA 692 761 108.

Après s'être prononcé sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel, le Commissaire aux comptes constate qu'au 31 décembre 2017, les capitaux propres nets (86.27% du capital) restent largement supérieurs à la moitié du capital social souscrit et libéré. Il conclut qu'il n'y a par conséquent pas de risque de discontinuité de l'exploitation au sens de l'article 664 du droit des sociétés OHADA.

Cette résolution mise aux votes est adoptée à l'unanimité.

1

DEUXIEME RESOLUTION

Adoption des conventions réglementées

En application des articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique du Traité de l'OHADA, le rapport spécial du Commissaire aux comptes fait état des conventions réglementées dont il a eu connaissance au cours de sa mission et qui ont été soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration. Au cours de l'exercice 2017, il n'y a pas eu de nouvelles conventions réglementées, mais certaines, pour lesquelles l'Assemblée générale avait donné son avis favorable, sont encore en cours, notamment les contrats de bail entre CCA et SCI AFG.

L'Assemblée générale approuve ces conventions réglementées.

Cette résolution mise aux votes est adoptée à l'unanimité.

2

TROISIEME RESOLUTION :

Approbation des comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire,
Après avoir entendu lecture du rapport de gestion du
Conseil d'Administration, du rapport du Commissaire
aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos
le 31 décembre 2017, et après que lui aient été présentés
le compte de résultat et le bilan y afférents ainsi que leur
annexe:

approuve tels qu'ils sont présentés ces comptes et bilan
et toutes les opérations qu'ils traduisent,

constate que le résultat net de l'exercice 2017 s'élève à
XAF 692 761 108 et conformément aux propositions du
Conseil d'Administration,

décide d'affecter ce bénéfice au report à nouveau.

Cette résolution, mise au vote, est adoptée à l'unanimité.

3

4

QUATRIEME RESOLUTION :

Quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
L'Assemblée Générale Ordinaire, en conséquence des
résolutions qui précèdent, donne quitus entier et définitif au
Conseil d'Administration et au Commissaire aux comptes
pour l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2017.

Cette résolution, mise au vote, est adoptée à l'unanimité.



BILAN SOCIAL





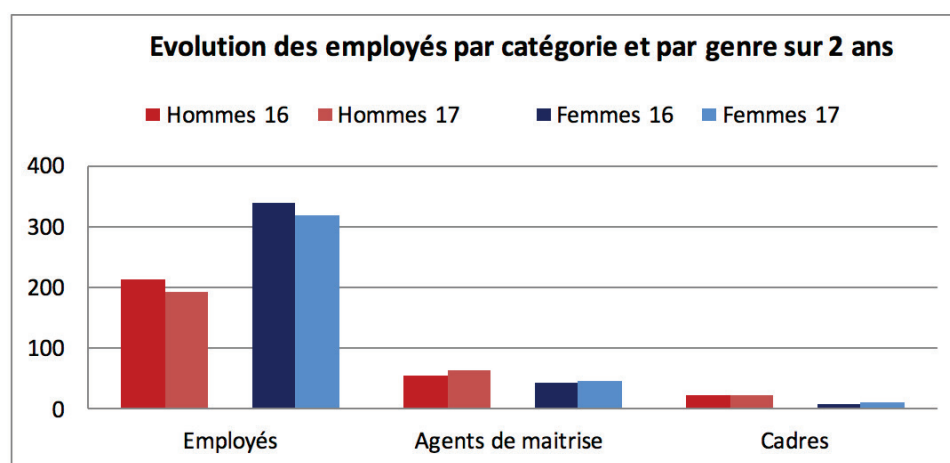
1. Evolution des effectifs au 31/12/2017



	2016	2017
CADRES	29	36
AGENTS DE MAITRISE	98	110
EMPLOYÉS	551	509
TOTAL	678	655

Après une diminution de l'ordre de 3%, la courbe d'évolution de l'effectif est en légère baisse au 31 décembre 2017. Ce score résulte de la politique de restructuration amorcée depuis quelques années à travers laquelle le CCA souhaite stabiliser ses effectifs tout en améliorant ses performances.

2. Une politique sociale axée sur le respect de la parité Hommes/Femmes

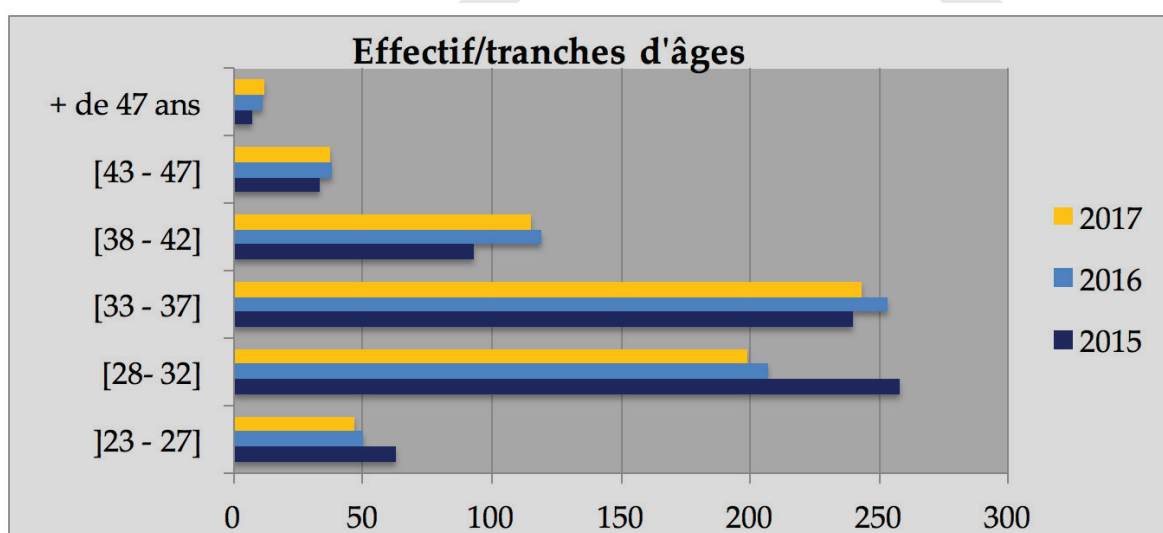




Les femmes représentent 57% de l'effectif total du CCA et sont prioritairement orientées vers les fonctions de front office.

La catégorie socioprofessionnelle des « Employés » représente 81% de l'effectif total contre 84% en 2016. Cette baisse démontre la politique volontariste de la Direction Générale de favoriser la promotion interne et de garantir le développement des collaborateurs par la construction de leur évolution professionnelle.

3. Un effectif « jeune »



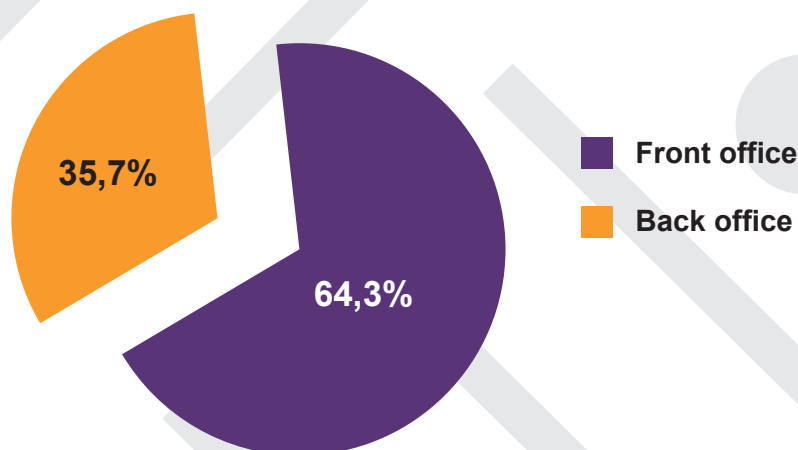
L'effectif du CCA est relativement jeune. En effet, 75% de l'effectif a moins de 36 ans. L'âge moyen est de 34 ans au 31 décembre 2017. Cette situation s'explique par notre politique en matière de Ressources humaines qui consiste à nous associer à l'Etat du Cameroun dans son programme d'insertion professionnelle et de réduction du taux du chômage des jeunes en recrutant les jeunes diplômés sans expérience issus des meilleures universités et Grandes Ecoles camerounaises afin de leur inculquer nos valeurs d'excellence tout en leur apportant une formation adéquate aux métiers.





4. Une entreprise orientée Client

Type d'activité	Effectif	Pourcentage
Front office	421	64,3%
Back office	234	35,7%
Total	655	100,0%



64,3% du personnel du CCA occupe un poste de front office notamment en agences. Cette répartition démontre la volonté de développer une entreprise « Customer centric » en mettant en place des procédures visant à faciliter le parcours et l'expérience client.

5. La gestion de carrière au cœur de la politique RH

	Effectif	Pourcentage
Promotions	66	24,4%
Mutations	115	42,6%
Affectations	46	17,0%
Total	270	100%
Ratio effectif total/Mouvement du personnel	655	41,2%

41,2% du personnel ont connu un mouvement de carrière. Cette tendance à la hausse se justifie par le projet de transformation en banque universelle qui a nécessité une réorganisation de l'entreprise.





6. La formation pour préparer la transformation

Métiers	Nbre formation	Nbre personnel	Total Heure
Commercial	5	24	 2530
Finances	8	90	
IT	4	7	
Risques	4	29	
Juridique	2	3	
Ressources Humaines	4	12	
Monétique	2	42	
Banque	6	22	
Total	35	229	

Dans son ambition de devenir une banque universelle, le CCA actionne également sur le levier de la formation. 35 formations, 229 personnes formés, 2 530 heures de formation. Le CCA dote ses équipes du savoir-faire et savoir-être nécessaires pour embrasser les métiers et les contraintes du secteur bancaire.





RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE





CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE

La finance au coeur des traditions africaines



*With CCA CARDS and Charlotte DIPANDA
we are together!*



- **Participer au développement économique :**

- En réduisant la vulnérabilité économique des couches dites « à faible revenu »,
- En développant les "capabilités" et l'esprit d'initiative des populations défavorisées via l'octroi de services financiers ;
- En améliorant la proportion des entreprises du secteur formel au Cameroun.

- **Développer l'inclusion financière**

- En permettant aux personnes exclues du système bancaire classique d'accéder aux services financiers

- **Lutter contre la pauvreté :**

- En accompagnant l'Etat du Cameroun dans sa politique de lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations,
- En finançant des microprojets pour la promotion de la création des activités génératrices de revenus en Zone de Solidarité Prioritaire
- En conseillant les « couches démunies » pour leur montée en compétences et leur sortie du secteur informel.

Au cours de l'année 2017, CCA a accompagné de nombreux entrepreneurs dans la concrétisation de leurs projets de création et/ou de développement de leurs entreprises.

Un nombre important de commerçants a bénéficié de microcrédits leur permettant de créer puis de développer leurs activités. Ces produits et services « sur mesure » ont permis à certains d'entre eux d'importer directement les matières premières/marchandises auprès des fournisseurs étrangers sans passer par des intermédiaires, augmentant ainsi leurs marges bénéficiaires.





ENGAGEMENT DURABLE AUPRES DE LA COMMUNAUTE



Notre Responsabilité Economique

Lutter contre l'exclusion financière
Financer l'économie de manière éthique
et participer au développement du pays

Notre Responsabilité Sociale

- Développer une politique de recrutement Responsable
- Lutter pour l'égalité et la promotion du genre féminin
- Soutenir les associations qui œuvrent en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'analphabétisation

Notre Responsabilité Environnementale

Diminuer notre empreinte environnementale en :

- Réduisant notre consommation d'énergie
- Développant les éco-gestes au sein de l'entreprise
- Recyclant du papier





NOS ACTIONS 2017



Lutte contre l'exclusion financière:

Organisation de cocktails et rencontres clients et prospects pour présenter les produits et services



Mécénat culturel

Signature d'un partenariat avec l'artiste camerounaise Charlotte Dipanda

Mécène du concert organisé à l'occasion de la Semaine de la femme en Diamant



Mécénat solidaire

Visite aux enfants démunis et aux orphelins organisée à l'occasion de la Semaine de la femme en Diamant

Le soutien au Gala de charité de la Fondation des Perles de Fravvy's en vue de lever des fonds pour la réalisation de ses œuvres humanitaires. La Fondation Les Perles de Fravvy's est une association humanitaire à but non lucratif qui existe depuis 08 ans et qui a pour mission principale de venir en aide aux nécessiteux des 04 coins du Cameroun.



NOS ACTIONS 2017

Le soutien financier et matériel apporté à la Présidente fondatrice de l'Organisation Internationale pour le soulagement des souffrances humaines (OSSH-Internationale) relatif à l'organisation de la cérémonie de l'arbre de Noël au bénéfice de près de 200 enfants de catégories sociales défavorisées qui s'est tenue le 20 décembre 2017 au stade de Biyem-assi. Événement rehaussé avec la participation de l'artiste chanteuse Camerounaise et ambassadrice du CCA, Charlotte DIPANDA.

Mécénat sportif

Organisation d'un championnat inter entreprise afin de promouvoir le football et l'esprit d'équipe





RESEAU CCA





LE RESEAU DU CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE

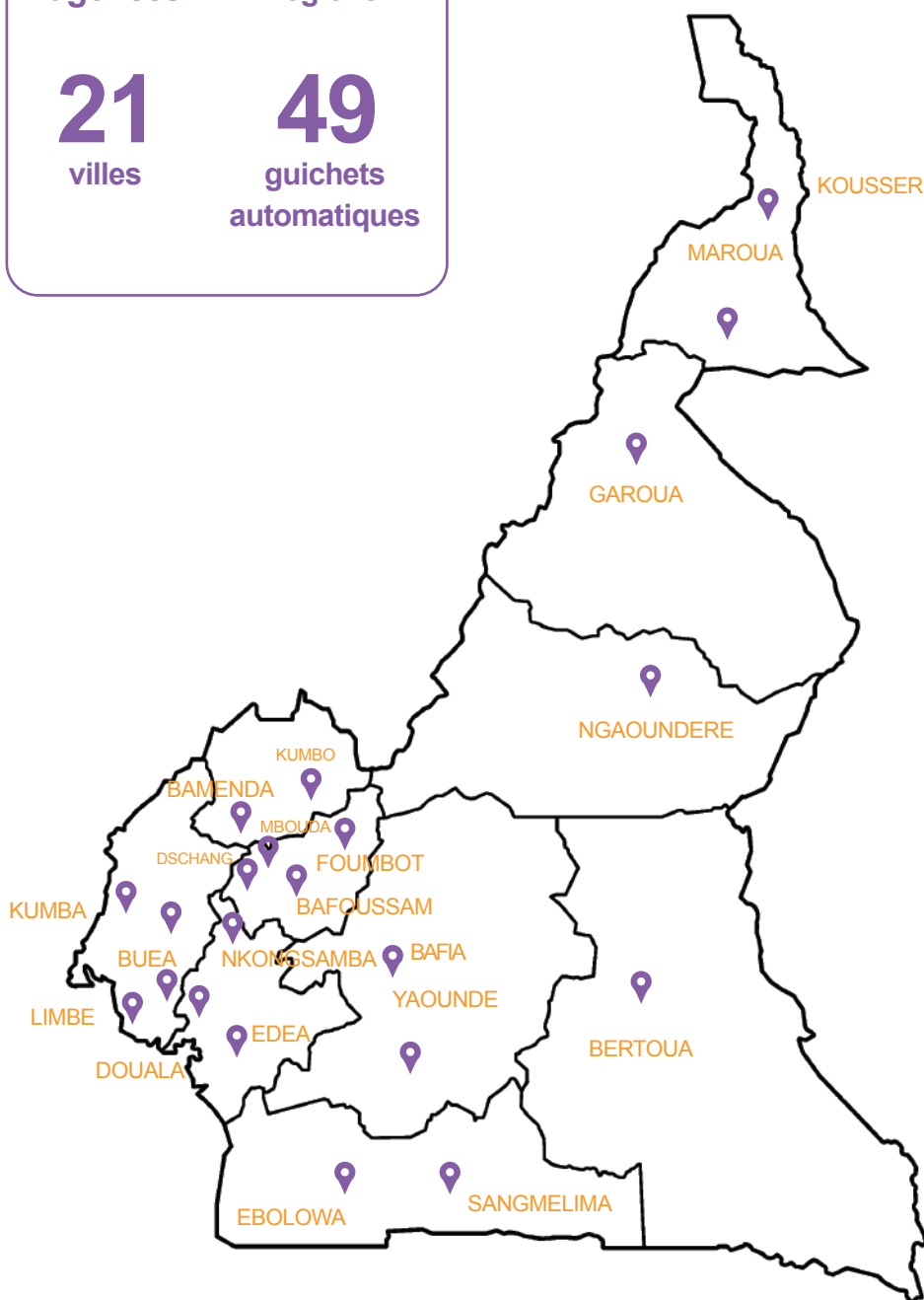


42
agences

10
régions

21
villes

49
guichets automatiques





Accédez à votre compte par

- **Téléphone**
- **Internet**

Avec
Mobile & C-online
PHONE BANKING INTERNET BANKING

art work by estúdio boraga



CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE
La Finance au Cœur des Traditions Africaines





CENTRE



YAOUNDE MESSA	1573 Bld Rudolph MANGA BELL entre Fokou et Sorepco Mokolo	ccamokolo@afrigroupe.com	698 815 006
YAOUNDE BIYEM ASSI	Face Supermarché NIKI	ccabiyemassi@afrigroupe.com	698 800 548
YAOUNDE TSINGA	A côte polyclinique Tsinga	ccatsinga@afrigroupe.com	699 300 486
YAOUNDE ETOUDI	Marché Etoudi	ccaetoudi@afrigroupe.com	699 300 669
YAOUNDE ABBIA	Face Pharmacie du Soleil	ccaabbia@afrigroupe.com	698 801 359
YAOUNDE AGENCE SALARIES	Face « Dolce vita »	ccaagences@afrigroupe.com	699 303 316
YAOUNDE NGOA EKELLE	Ancien Immeuble pharmacie de l'université	ccangoaekelle@afrigroupe.com	698 801 153
YAOUNDE MIMBOMAN	Deuxième carrefour EMOMBO	ccamimboman@afrigroupe.com	699 301 702
YAOUNDE MVOG-MBI	A côté de NIKI Mvog-Mbi	cca.mvogmbi@afrigroupe.com	699 303 268
YAOUNDE MESSASSI	Carrefour du marché Messassi	ccamessassi@afrigroupe.com	696 612 382
BAFIA	Avenue Commercial	ccabafia@afrigroupe.com	696 607 537





LITTORAL



DOUALA AKWA	Carrefour douche Akwa	ccaakwa@agrigruppe.com	699 302 924
DOUALA BONABERI	A côté 4 étages	ccabonaberi@agrigruppe.com	699 301 549
NKONGSAMBA	A côté de Centrale Voyage	ccankongsamba@agrigruppe.com	698 402 448
DOUALA BABACAM	Blvd de la Liberté	ccababacam@agrigruppe.com	
DOUALA MARCHÉ CONGO	Au marché Congo	ccacongo@agrigruppe.com	699 768 425
DOUALA BONAMOISSADI	Carrefour Maçon	ccabonamoussadi@agrigruppe.com	699 302 762
DOUALA MBOPPI	Immeuble Hôtel la maturité	ccamboppi@agrigruppe.com	699 301 550
DOUALA AXE LOURD	Village Ndogpassi	ccaaxelourd@agrigruppe.com	699 302 077
DOUALA NDOKOTI	Face CAMPOST	ccandokoti@agrigruppe.com	699 301 752
DOUALA BEPANDA	Carrefour Tonnerre	ccabepanda@agrigruppe.com	699 302 967
DOUALA LIBERTE	Carrefour liberté	ccabonanjo@agrigruppe.com	697 908 399
DOUALA NEW BELL	Après le commissariat du 2è arrondissement	ccanewbell@agrigruppe.com	699 306 971
DOUALA DEIDO	COAF	ccadeido@agrigruppe.com	699 301 597
EDEA	Rue des banques	ccaedea@agrigruppe.com	699 300 885





OUEST



BAFOUSSAM	Rond point BIAO	ccabafoussam@afrigroupe.com	699 307 663
BAFOUSSAM MARCHÉ B	Marché B	ccabafoussamb@afrigroupe.com	690 047 479
MBOUDA	Face « Galeries de l'Ouest »	ccambouda@afrigroupe.com	698 401 015
DSCHANG	Avenue Commercial	ccadschang@afrigroupe.com	698 402 354
FOUMBOT	Entrée Gare routière	ccafoumbot@afrigroupe.com	696 638 914

SUD-OUEST

BUEA	Molyko	ccabuea@afrigroupe.com	698 401 030
KUMBA	Commercial avenue	ccakumba@afrigroupe.com	696 603 262
LIMBE	Church Street T. Complex	ccalimbe@afrigroupe.com	698 812 490

NORD-OUEST

BAMENDA	Commercial avenue	ccabamenda@afrigroupe.com	698 812 620
KUMBO	centre commercial	ccakumbo@afrigroupe.com	698 401 051

EXTREME-NORD

MAROUA	Face «AFRILAND » Maroua	ccamaroua@afrigroupe.com	698 800 068
KOUSSERI	centre commercial	ccakousseri@afrigroupe.com	698 801 086





NORD



GAROUA	à côté de la BEAC	ccagaroua@afri groupe.com	699 302 989
--------	-------------------	---------------------------	-------------

ADAMAOUA

NGAOUNDERE	En face Chambre de Commerce	ccandere@afri groupe.com	698 400 800
------------	-----------------------------	--------------------------	-------------

SUD

EBOLWA	centre commercial	ccaebolowa@afri groupe.com	691 602 342
--------	-------------------	----------------------------	-------------

SANGMELIMA	Face Quincaillerie de l'amitié	ccasangmelima@afri groupe.com	699 361 188
------------	--------------------------------	-------------------------------	-------------

EST

BERTOUA		ccabertoua@afri groupe.com	696 609 450
---------	--	----------------------------	-------------





ZOOM SUR LES AGENCES





CCA MAROUA



CCA Bafoussam



**CCA MESSA (Immeuble
siège -Yaoundé)**



**CCA MIMBOMAN
(Yaoundé)**



CCA GAROUA





CCA MARCHÉ CENTRAL YAOUNDE



CCA BIYEM-ASSI



CCA Dschang



CCA MVOG-MBI



CCA ABBIA





CCA BUEA



CCA NGAOUNDERE



CCA BONABERI



CCA AXE-LOURD DOUALA





CCA KOUSSERI



CCA BERTOUA



CCA ETOUDI YAOUNDE



CCA DOUALA LIBERTE





Rédigé par Mercedes SARL. Tél : 657 765 805 / 653 372 989

